

Source : le site yabiladi, mise en ligne 10 mai 2008. Lien ci-après :

<https://www.yabiladi.com/forum/mohamed-bensaid-idder-doit-accepter-2-2496900.html>

Mohamed Bensaïd Aït Idder : "Le roi doit accepter la critique"

Propos recueillis par Mehdi Sekkouri Alaoui, Tel Quel n° 322

Égal à lui-même, le doyen de l'opposition, aujourd'hui à la retraite, nous commente l'actualité nationale. De l'affaire Belliraj à la "bougeotte" de Fouad Ali El Himma, en passant par le style Mohammed VI, rien n'échappe à l'œil critique d'un homme qui a côtoyé trois rois, et trois Maroc.

Depuis votre démission de la présidence du PSU (Parti socialiste unifié) en 2005, on n'entend presque plus parler de vous. Que devenez-vous ?

Je suis peut-être moins visible sur la scène publique, mais je peux vous assurer que je suis toujours très actif. Le militantisme, ça s'exerce également loin des projecteurs. Actuellement, je suis engagé dans trois dossiers qui me tiennent vraiment à cœur. Dans la province de Chtouka Aït Baha, nous sommes en train de regrouper une cinquantaine d'associations en une fédération qui pourrait, à terme, faire beaucoup de bien à cette région. Je collabore aussi avec des centres de recherche sur des questions cruciales de notre histoire, comme la lutte pour l'indépendance ou la Guerre du Rif. Enfin, je consacre beaucoup de temps à l'écriture d'un livre sur l'Armée de libération nationale. Pour autant, je reste à la disposition du parti. Chaque fois qu'on a besoin de moi ou de mes conseils, je réponds présent.

Pourquoi vous êtes-vous alors retiré du parti ?

Je voulais disposer de plus de temps pour me consacrer pleinement aux activités que je viens de citer. En outre, il était tout à fait normal que je me retire pour céder la place aux jeunes, moi qui ai toujours appelé au renouvellement de la classe dirigeante du pays.

Justement, pensez-vous qu'il y a une relève capable de poursuivre votre combat ?

Je l'espère bien. Il n'y a pas que Bensaïd Aït Idder dans ce pays. À ma connaissance, nous sommes plus d'une trentaine de millions de Marocains à y vivre (Rires). Plus sérieusement, je pense que la génération actuelle a les compétences qu'il faut pour réussir : il me suffit de regarder mes enfants pour m'en convaincre. Malheureusement, elle doit également affronter énormément de difficultés pour y arriver. La conjoncture actuelle n'arrange pas vraiment les choses.

Comment expliquez-vous le faible score enregistré par le PSU aux dernières élections législatives ?

Vu le faible taux de participation lors de cette échéance, c'est l'ensemble de la classe politique, et pas seulement le PSU, qui a été sanctionné. Et c'est à mon avis quelque chose de normal : les électeurs n'ont plus confiance. Ils ont pris conscience que les élections sont devenues un véritable business, où l'on se porte candidat pour servir ses propres intérêts et ceux de ses proches, plutôt que ceux de la population. Pire encore : ce qui se passe au sein même du Parlement ne donne pas envie non plus de se rendre aux urnes. Les députés sont tout le temps absents et changent de parti comme de chemise. C'est un triste constat !

Les islamistes, eux, ne semblent pas très affectés par cette situation. Pourquoi, selon vous ?

En effet, contrairement aux autres formations politiques, ils continuent de gonfler leurs rangs, parce qu'ils sont les plus assidus et les plus présents sur le terrain. Il n'y a pas de secret, ils sont très actifs et proches de l'électorat, notamment à travers le tissu associatif. Ce qui est une stratégie judicieuse à mon sens. Il faudrait que les autres partis s'en inspirent et suivent cet exemple, parce qu'il n'y a pas dix mille manières de reconquérir l'électorat. Mais bon, il ne faut pas oublier qu'ils n'ont jamais été au pouvoir. Et cette virginité joue aussi en leur faveur.

Quel bilan faites-vous des huit ans de règne de Mohammed VI ?

Je reconnais qu'il y a une liberté relativement grande par rapport au passé. Dans le temps, il suffisait de parler du roi pour se retrouver derrière les barreaux. Mais malheureusement, malgré le discours progressiste de Mohammed VI, il n'y a pas eu d'avancées notables. Nous ne vivons toujours pas dans une démocratie, au vrai sens du terme. Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont encore exclusivement entre les mains de la monarchie. Et puis, il y a cette sacralisation autour de sa personne qui date d'un autre âge. Le roi est un être humain comme les autres, qu'on doit certes respecter pour son rang de chef d'État, mais qui doit aussi accepter d'être critiqué, voire caricaturé... Sur le plan économique, le constat n'est pas plus réjouissant. Ces neuf dernières années, on a lancé une multitude de projets dont on ne voit toujours pas l'impact sur le quotidien des Marocains. La vie est de plus en plus chère, les salaires stagnent, les prix des logements ont atteint des sommets inimaginables. Tout cela n'augure rien de bon.

Êtes-vous confiant en l'avenir de ce pays ?

J'espère sincèrement me tromper, mais je pense que le Maroc est en danger.

Que pensez-vous du Mouvement pour tous les démocrates, récemment créé par Fouad Ali El Himma ?

Hassan II avait tenté une reconfiguration de la carte politique du pays à travers la création du FDIC (Front de défense des institutions constitutionnelles), via son homme de main, Réda Guedira. Aujourd'hui, j'ai l'impression que l'histoire se répète. Malheureusement, cette initiative n'apportera rien de bon à ce pays, bien au contraire. Elle ne fera que jeter davantage de discrédit sur le paysage politique. J'ajouterai que c'est même un sérieux danger pour l'option démocratique.

Pourtant, de nombreuses personnalités, notamment de gauche, ont décidé de le rejoindre...

Il y a quelques années, le Pouvoir a utilisé des hommes et des femmes de gauche pour instaurer un gouvernement d'alternance, puis pour tourner la page des années de plomb avec l'IER... Ce qui me fait dire que ce qui se passe aujourd'hui avec Fouad Ali El Himma n'a rien de nouveau. J'espère seulement que les recrues de M. El Himma garderont intactes leur indépendance. Ce n'est pas parce qu'on intègre ce genre d'institutions qu'on doit tourner le dos aux valeurs qu'on a toujours défendues.

Le PSU était proche du parti d'Al Badil Al Hadari. Quelle est votre réaction par rapport à l'arrestation de ses dirigeants ?

C'est totalement insensé. Surtout que les personnes en question sont très impliquées dans la vie politique marocaine et sont connues pour leur discours contre la violence et le terrorisme. On ne vient pas les arrêter comme ça, à cause d'une prétendue rencontre qui s'est tenue il y a plus d'une vingtaine d'années. Dans un pays démocratique, on ne se comporte pas ainsi. Il y a une justice qui doit faire son travail avant qu'on ne mette des personnes aux arrêts. En tout cas, tout cela prouve une chose : chez nous, les services de sécurité sont au-dessus des lois et notre justice ne fait qu'obéir aux ordres.

Avez-vous l'impression d'assister à un retour en arrière ?

En effet, il y a beaucoup de signes qui le laissent penser. La presse indépendante est malmenée par une justice pitoyable. Les citoyens qui tiennent à s'exprimer librement sont arrêtés et condamnés arbitrairement. Les enlèvements et la torture sont toujours pratiqués. Comme tout le monde peut le voir, la réalité que vivent les citoyens marocains est à mille lieues du discours progressiste et démocratique que prône Mohammed VI.

Avec le recul, que pensez-vous de son père ?

Hassan II était un grand homme d'État, avec des compétences et des aptitudes qui lui ont permis de passer à travers les grandes étapes qu'a connues le Maroc. Ce n'était pas du tout facile, mais il y est arrivé. Il a même réussi quelques coups de maître, comme la construction des barrages, ou, sur le plan international, son intervention dans le conflit israélo-arabe. Cependant, il a mené ce pays sur une voie peu judicieuse tant dans le domaine politique, qu'économique et social. Aujourd'hui encore, les Marocains continuent à payer le prix de ses erreurs.

Et si vous deviez comparer Hassan II et Mohammed VI ?

C'est un exercice difficile, surtout que le contexte n'est pas du tout le même. Mais je dirais qu'il y a un écart d'expérience considérable entre les deux. Je rappelle que Hassan II a commencé très jeune à s'impliquer dans la vie politique marocaine. D'ailleurs, il détenait le vrai pouvoir avant qu'il n'accède au trône. Et il a dû batailler et user très souvent de la force pour le sauvegarder. De son temps, les élections étaient totalement truquées, les opposants jetés en prison ou poussés vers l'exil. Mohammed VI, quant à lui, n'a même pas neuf ans de pouvoir au compteur. Il faut donc lui laisser le temps d'acquérir l'expérience de son père.

Vous ne regrettez pas d'avoir consacré toute votre vie au militantisme, alors que de nombreux compagnons d'armes se sont enrichis et vivent confortablement aujourd'hui ?

Pas le moins du monde. Encore tout jeune, je me suis battu pour l'indépendance de mon pays, et j'ai milité plus tard pour son développement et sa démocratisation, sans jamais rien demander en retour. J'habite peut-être aujourd'hui un modeste appartement et je suis loin d'être fortuné, mais jamais je ne me suis plaint de ma situation. Bien au contraire : j'en suis heureux. Parce que tout au long de mon engagement, j'ai pu garder intactes ma fierté et mon intégrité. Et ça, c'est plus important que tout.

Pas sûr que le texte qui suit ait été publié originellement par Tel Quel ou ajouté par Yabiladi.

Parcours. L'opposant des trois rois

Quand il vous accueille chez lui, avec une formidable humilité (« Voulez-vous que je vous prépare à manger, mon jeune ami ? »), on ne se doute pas que cet homme a livré, et sans doute largement gagné, tant de combats... Son premier combat, donc, Mohamed Bensaïd Aït Idder l'a mené contre le célèbre Pacha Glaoui, longtemps "seigneur" du Sud marocain. En réaction, il est assigné à résidence par le protectorat. L'enfant de Chtouka Aït Baha, né en 1925, études primaires et secondaires à l'école Moulay Youssef de Marrakech (il a fait ses classes avec un certain Abdellah Ibrahim) est passé par l'école de l'Istiqlal avant de devenir ensuite un des dirigeants de l'Armée de libération du sud qui "goûte", en 1958, à la sanglante opération Écouvillon menée par l'Espagne et la France, avec l'aide de la monarchie. Il est de la partie lors de la création de l'UNFP en 1959. Quatre ans plus tard, il est condamné à mort pour "complot contre la monarchie" et doit quitter le pays. Installé d'abord en Algérie, puis en France où il représente le mouvement marxiste-léniniste du 23 mars, il ne rentre au pays qu'en 1981 suite à une grâce royale. En 1983, il fonde l'OADP (Organisation de l'action démocratique et populaire) et arrive, un an plus tard, à se faire élire député de la région Chtouka Aït Baha. Un siège qu'il gardera jusqu'en 2007. Au sein de l'hémicycle, il fait plus d'une fois montre d'un courage exemplaire. En 1989, il est le seul à faire référence au bagne de Tazmamart. Il est également un des fondateurs de la Koutla qui va négocier au milieu des années 90 l'alternance avec un Hassan II, dont il a toujours refusé d'embrasser la main. Il est le seul, là encore, à avoir appelé à voter non au référendum de 1996 sur la Constitution. Mohamed Bensaïd Aït Idder a dirigé l'OADP puis la GSU (Fusion entre l'OADP et d'autres mouvements de gauche) jusqu'en 2005, date à laquelle il a dit vouloir "laisser la place aux jeunes". Il garde aujourd'hui des fonctions strictement honoraires au sein du PSU, nouvelle appellation de la GSU.